

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/OBS.5/57
9 juin 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français
en tant qu'Autorité chargée de l'administration

Note du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

<u>Sections</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition du Syndicat des membres de l'enseignement officiel (T/PET.5/347)	2
2. Pétition de M. Joseph Ndjem (T/PET.5/356)	2
3. Pétition du Comité central de l'Union des populations du Cameroun d'Akwa (T/PET.5/370)	2
4. Pétition du Comité Moumie Félix de l'Union des populations du Cameroun (T/PET.5/372)	3
5. Pétition de M. Pierre Girbard Ombang (T/PET.5/375)	4

1. Pétition du Syndicat des membres de l'enseignement officiel (T/PET.5/347)

L'Autorité administrante donne dans ses rapports annuels des indications détaillées sur sa politique en ce qui concerne le développement de l'enseignement au Cameroun.

Au cours de la quinzième session du Conseil de tutelle, le représentant spécial de l'Autorité administrante pour le Cameroun a été amené à donner des explications détaillées sur tous les points évoqués dans cette pétition.

L'Autorité administrante estime n'avoir rien à ajouter à ces éléments d'information.

2. Pétition de M. Joseph Ndjem (T/PET.5/356)

Le pétitionnaire se plaint d'avoir été licencié sans motif de son emploi au Service du contrôle du conditionnement des produits, et de n'avoir pas bénéficié, lors de son licenciement, de tous les avantages que le code du travail prévoit pour son cas.

M. Joseph Ndjem, en service au Service du contrôle du conditionnement à Ambam, a adressé à l'agronome régional en février 1954 une lettre diffamatoire concernant son chef direct. Après enquête, les faits mentionnés par le pétitionnaire se révélant faux ou déformés tendancieusement, une décision fut prise licenciant M. Ndjem. Conformément aux prescriptions du code du travail, et après avis de l'Inspection du travail, un préavis de 8 jours a été versé à l'intéressé qui a bénéficié d'une réquisition de transport à titre gratuit pour la ville où il avait été recruté.

Il appartient au pétitionnaire, s'il estime avoir droit à des dommages-intérêts pour licenciement abusif, de saisir le Tribunal du travail. Ayant été mis au courant de cette possibilité, le pétitionnaire n'y a pas eu recours.

3. Pétition du Comité central de l'Union des populations du Cameroun d'Akwa (T/PET.5/370)

L'Autorité administrante a présenté ses observations sur les faits évoqués dans cette pétition, en réponse à la pétition T/PET.5/367^{1/}.

1/ Note du Secrétariat : voir T/OBS.5/52.

Elle souligne toutefois que s'il est exact que le délégué du Mouvement de la jeunesse démocratique du Cameroun était présent au meeting du 7 novembre 1954, la réunion avait cependant pour but de protester contre les perquisitions consécutives à la plainte de M. Lawrence et non d'informer la population sur le voyage à New-York de M. Abel Kingue. -

4. Pétition du Comité Moumie Félix de l'Union des populations du Cameroun
(T/PET.5/372)

Les griefs du pétitionnaire concernant les faits évoqués dans les pétitions précédentes, pour lesquels l'Autorité administrante a présenté ses observations.

Elle a évoqué les perquisitions au siège de l'UFC de Douala en réponse à la pétition T/PET.5/351^{1/}. Elle précise à ce sujet que Mme Mayi Matip n'a été ni arrêtée, ni "enfermée".

La dispersion de la réunion de l'UFC en date du 7 novembre à Douala a fait l'objet des observations en réponse aux pétitions T/PET.5/367 et 370^{2/}.

L'Autorité administrante précise par ailleurs qu'il n'existe pas d'aviation militaire au territoire et que la ville de Douala n'est survolée de nuit que par les appareils des lignes régulières partant pour la France.

Il n'existe pas de "soldats sahariens" dans les unités stationnées au Territoire, composées uniquement d'originaires du Cameroun. L'Autorité administrante dément en tout cas que des groupes de soldats inquiètent la population. Quant à l'existence de "groupes de bandits formés par les colonialistes", elle n'a évidemment d'autre origine que l'imagination débordante des pétitionnaires.

M. Moumie Félix, Président de l'UFC, a, contrairement aux assertions du pétitionnaire, effectué son service à Maroua sans être inquiété, ni par des mercenaires, ni par des meurtriers, jusqu'au jour de sa réaffectation à Douala. Les incidents de Maroua, au cours desquels il n'a jamais été pris à parti, ont fait l'objet des réponses aux pétitions T/PET.5/337, 350 et 358^{3/}.

L'Autorité chargée de l'administration croit pouvoir souligner que le caractère romanesque et même déraisonnable des affirmations du pétitionnaire est la meilleure preuve de leur manque de fondement réel.

Notes du Secrétariat

1/ Voir T/OBS.5/47.

2/ Voir T/OBS.5/52 et section 3 du présent document.

3/ Le Secrétariat n'a pas encore reçu de réponse aux pétitions susmentionnées.

5. Pétition de M. Pierre Girbard Ombang (T/PET.5/375)

Le pétitionnaire est un homme digne de peu de foi. Il a été condamné récemment, sur plainte d'un de ses compatriotes, à un mois de prison, 10.000 francs d'amende et 30.000 francs de dommages-intérêts. Il a en outre été condamné en décembre 1954 à 4 mois de prison pour usurpation de fonctions. Son inimitié à l'égard du chef de subdivision remonte à son licenciement, par celui-ci, en avril 1954, pour opposition aux ordres de son chef de chantier, de son poste de magasinier.

Le nommé Hiliman a été effectivement pénalisé par l'Inspection des eaux et forêts, par une transaction acceptée à la suite de trois procès-verbaux dressés par le Service des eaux et forêts le 1er juin et le 14 octobre 1954. Les infractions relevées étaient les suivantes :

- Le 1er juin : coupe de bois de chauffage correspondant au chargement de 2 camions sans permis de coupe, coupe de 2 arbres d'espèces protégées.
- Le 14 octobre : coupe de bois sans permis (récidive après avertissement).

Il est exact que des déchets de cacao ont été détruits au début de septembre 1954 par un agent chargé du contrôle des produits; ceci en application d'anciennes instructions qui étaient en fait rapportées. Le total des déchets ainsi détruits ne dépassait pas 750 kilogrammes. Le chef de région ordonna une enquête pour déterminer la quantité de cacao ainsi détruite et les possesseurs de cacao, afin de les indemniser. Le pétitionnaire s'efforça de troubler cette enquête, qui était conduite par un assistant agricole camerounais. Il tenta même de prendre cette enquête à son compte, inscrivant sur sa liste des villageois qui n'avaient aucune plantation de cacao. Poursuivi pour usurpation de fonctions, il fut condamné par le juge de paix à compétence étendue de Bafia à 4 mois d'emprisonnement. L'agitation qu'il avait créée provoqua néanmoins de nombreuses fausses déclarations et l'administration paya à divers planteurs le prix correspondant à un total de 4.630 kilogrammes de déchets de cacao.

M. Ombang a été convoqué à la subdivision deux ou trois fois pour établissement du procès-verbal l'inculpant d'usurpation de fonctions et pour confrontation avec des témoins. Les personnes qui se sont présentées pour cette affaire n'ont été ni frappées, ni arrêtées.

Le 26 octobre 1954, un nommé Hel Sakéo, de race Babimbi, s'est présenté au bureau du chef de subdivision en complet état d'ivresse. Dans la mesure où il était possible de le comprendre, il déclarait que Pierre Ombang l'avait incité à venir se faire payer du cacao. Il paraissait avoir été poussé à faire du scandale. Invité à quitter les lieux, il se coucha par terre en vociférant. Procès-verbal fut dressé contre lui pour ivresse publique et il fut mis en chambre de sûreté jusqu'au lendemain matin, sans avoir été frappé. Lorsqu'il fut relâché après notification du procès-verbal, M. Pierre Ombang fit circuler le bruit qu'il avait été frappé et perdait son sang. Hel Sakéo fut immédiatement soumis à l'examen de l'infirmier-chef du dispensaire qui certifia qu'il ne portait aucune trace de coup mais qu'il souffrait d'hémorroïdes qui saignaient.

Une campagne de recensement a eu lieu à Ndjikiniméki en octobre; elle avait été annoncée 15 jours à l'avance. M. Pierre Ombang et le Comité de l'UPC tentèrent d'inciter les villageois à refuser de se présenter à ce recensement. Des avertissements à la population étant demeurés sans effet, le chef de subdivision fut amené à dresser 18 procès-verbaux (sur une population de 3.000 habitants), 14 firent l'objet d'un arbitrage pour une amende de 1.000 francs; 4 firent l'objet de condamnations par jugement du tribunal à des peines de 8 à 10 jours d'emprisonnement et de 500 à 1.000 francs d'amende. Aucune femme n'a été emprisonnée, les individus poursuivis étant uniquement des chefs de famille.

M. Bafoli Maurice s'est vu infliger une amende de 1.000 francs pour avoir volontairement envoyé son fils travailler hors du lieu de recensement le jour où une fiche devait être établie pour lui.

Tous les cas d'absence ont été examinés individuellement et toutes les excuses valables ont été retenues.

En octobre 1954, le chef de subdivision a prêté un engin mécanique au chef du village de Makénémé pour l'aménagement d'un terrain sur lequel les villageois avaient, de leur propre initiative, construit une école. Lorsque ce travail fut achevé, un nommé Paul Ndjanko vint se plaindre au chef de subdivision que des cultures lui appartenant avaient été détruites. Il a été invité à saisir le tribunal coutumier de sa plainte mais n'a aucunement été frappé. Une enquête administrative fut faite néanmoins. Elle a permis d'établir qu'aucune case n'existait sur le terrain en question et que le plaignant ne paraît pas avoir le droit d'usage sur ce terrain. Il a porté plainte contre le chef de village devant le juge de paix à compétence étendue de Bafia, qui instruit l'affaire.